

Que la Chambre presse le premier ministre de nommer le plus grand nombre possible de femmes pour combler les 14 vacances à l'autre l'endroit.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE PREMIER MINISTRE

RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, le gouvernement libéral a perdu toute notion de démocratie, en même temps qu'il a retiré à ses députés le droit de parler au nom de leurs électeurs. M. Trudeau s'identifie à l'État, il a bâillonné tous les députés libéraux. Il leur est maintenant interdit de dire quoi que ce soit qui puisse déplaire à Trudeau, sous peine de perdre le droit aux récompenses que Trudeau distribue avec les deniers publics. Je propose donc, appuyé par le député de Peace River (M. Cooper):

Que les Canadiens redressent la tête et prennent leur destin en main avant que leur pays ne soit asservi à tout jamais à cet empereur, à ce dictateur en puissance.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ÉDITION

CONDAMNATION DU PROJET DE PUBLIER LES MÉMOIRES DU MEURTRIER RECONNU CLIFFORD OLSON—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement à propos d'une affaire urgente. J'espère obtenir le consentement unanime de la Chambre, compte tenu de ce que le solliciteur général a dit. Tous les Canadiens sont dégoûtés et consternés à l'idée que le criminel Clifford Olson, coupable de nombreux meurtres, va bientôt mettre à nouveau leur sensibilité à rude épreuve en publiant ses mémoires déments sous forme de livre et de feuilleton, ce qui va permettre à ce meurtrier et violeur de s'enrichir encore davantage aux dépens des Canadiens grâce à ses crimes. Aussi, je propose, appuyé par le député de Mission-Port Moody (M. Rose):

Que, même si la Chambre doit continuer à défendre le principe de la liberté de la presse, nous exhortions unanimement tous les éditeurs canadiens de livres, de journaux et de revues à assumer leurs responsabilités à l'égard des Canadiens et à refuser de publier ou de diffuser des ouvrages commerciaux qui risquent

Questions orales

d'enrichir davantage Olson ou sa succession et d'encourager indirectement certaines personnes à commettre des crimes analogues.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

LA LIBÉRATION D'ANATOLE CHTCHARANSKI PAR LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. John Thomson (Calgary-Sud): Madame le Président, je prends la parole au sujet d'une affaire urgente et d'une pressante nécessité. Depuis plus de six mois, les autorités soviétiques gardent injustement au régime cellulaire le dissident soviétique juif, Anatole Chtcharanski, et lui réduisent ses rations, au mépris des droits humains fondamentaux et de l'Accord d'Helsinki qui les obligeaient à respecter les libertés essentielles de conscience et de religion. Étant donné cette violation des droits de l'homme et les instances de M^{me} Chtcharanski qui a supplié les hommes politiques de l'Ouest de défendre la cause de son mari, je propose, appuyé par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker):

Que la Chambre demande à l'Union soviétique de respecter ses obligations en vertu de l'Accord d'Helsinki et de libérer Anatole Chtcharanski immédiatement.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA PUBLICATION DES DOCUMENTS REQUIS POUR LA DÉFENSE DES MEMBRES

M. Peter Elzinga (Pembina): Madame le Président, dans ma question, que je pose au premier ministre, je me reporte à un article qui a paru dans le *Journal* d'Edmonton. Le premier ministre voudrait-il envisager de donner au solliciteur général l'ordre de remettre immédiatement à l'avocat de la GRC les 33 documents qu'il a réclamés et sans lesquels 17 agents accusés devant les tribunaux du Québec n'auront pas un procès juste et complet?

● (1115)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne suis pas au courant des documents dont parle le député. Je prends note de la question.